



« Perspectives de l'économie mondiale » du FMI de janvier 2016 : Entre « timide rebond » et « basculement des risques »

Dans la mise à jour de ses « Perspectives de l'économie mondiale » publiée le 19 janvier, le Fonds monétaire international estime la croissance mondiale en 2016 à 3,4 %, en baisse de 0,2 point par rapport à ses prévisions d'octobre 2015. Pour le Fonds, « la reprise de la croissance mondiale est faible et inégale et les risques basculent désormais vers les pays émergents ». « Dans les pays avancés, la croissance devrait se hisser à 2,1 % et se maintenir en 2017, soit un rebond un peu plus timide que celui prévu en octobre ». Dans les pays émergents et les pays en développement, « Les projections de croissance [...] font état d'un rebond plus modeste que prévu. La croissance devrait passer de 4 % en 2015 (taux le plus bas depuis la crise financière de 2008-09) à 4,3 % et à 4,7 % en 2016 et en 2017, respectivement. » Mais ces chiffres ne reflètent pas les fortes disparités qui existent d'un pays à l'autre. Ainsi « en Chine, la croissance devrait ralentir à 6,3 % en 2016 et à 6,0 % en 2017, principalement à cause de l'affaiblissement de la croissance de l'investissement qui accompagne le rééquilibrage de l'économie ». « En Inde et dans les autres pays émergents d'Asie les perspectives s'annoncent encourageantes [...] tandis que l'Amérique latine et les Caraïbes accuseront de nouveau une contraction en 2016 ». Selon le FMI, outre le « ralentissement progressif de l'activité économique en Chine », plusieurs facteurs peuvent être évoqués pour expliquer cette situation : 1/ « la baisse des prix de l'énergie et d'autres produits de base », 2/ « un durcissement progressif de la politique monétaire aux États-Unis dans le contexte d'une reprise résiliente », 3/ « une soudaine poussée de l'aversion pour le risque à l'échelle mondiale », 4/ « une escalade des tensions géopolitiques actuelles. ». Pour le Fonds monétaire international, la priorité doit être donnée aujourd'hui à l'accroissement de « [...] la production effective et potentielle en soutenant la demande et en opérant des réformes structurelles ». Et en ce qui concerne les Pays avancés « où l'inflation reste bien en deçà des objectifs fixés par les banques centrales, il demeure essentiel de mener une politique monétaire accommodante. »

Le Bulletin du FMI : <http://www.imf.org/external/French/pubs/ft/survey/so/2016/RES011916AF.htm>

La mise à jour des principales projections : <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2016/update/01/pdf/0116f.pdf>

L'économie mondiale en 2016, entretien avec le « Chief economist », du FMI Maury Obstfel :

<http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/survey/so/2016/INT010416AF.htm>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

BCE

Lors de sa réunion du 21 janvier 2016, le Conseil des gouverneurs a décidé de laisser les taux inchangés. En ce qui concerne les mesures de politique monétaire non conventionnelles, le Conseil a déclaré « (...) les évolutions concernant l'économie réelle, la distribution du crédit et les conditions financières se sont améliorées et ont renforcé la capacité de résistance de la zone euro aux chocs économiques observés récemment au niveau mondial. Les décisions que nous avons prises début décembre, de poursuivre nos achats mensuels nets d'actifs à hauteur de 60 milliards d'euros au moins jusque fin mars 2017 et de réinvestir les remboursements au titre du principal sur les titres venant à échéance aussi longtemps que nécessaire, étaient totalement adéquates. Elles se traduiront par un apport significatif de liquidités au secteur bancaire et consolideront notre stratégie consistant à fournir des indications sur la trajectoire future des taux d'intérêt directeurs (forward guidance). Cela étant, en ce début d'année, les risques à la baisse se sont à nouveau accentués dans un contexte d'incertitudes accrues liées aux perspectives de croissance des économies de marché émergentes, à la volatilité des marchés financiers et des matières premières et aux développements géopolitiques. Dans cet environnement, la dynamique de l'inflation demeure en outre plus faible que prévu. Il conviendra donc de réexaminer, et éventuellement de reconsidérer, l'orientation de notre politique monétaire lors de notre prochaine réunion, début mars lorsque les nouvelles projections macroéconomiques établies par les services de la BCE, qui couvriront également 2018, seront disponibles. Parallèlement, nos travaux doivent nous permettre de garantir que toutes les conditions techniques seront en place pour que l'ensemble des options de politique monétaire puissent être mises en œuvre, si nécessaire. »

La déclaration complète : https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/cp-bce-declaration-introductive-janvier-2016.pdf

Chômage

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,5 % en novembre 2015, en baisse par rapport au taux de 10,6 % enregistré en octobre 2015 et à celui de 11,5 % de novembre 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis octobre 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,1 % en novembre 2015, en baisse par rapport au taux de 9,2 % enregistré en octobre 2015 et à celui de 10,0 % de novembre 2014. Il s'agit du taux le plus faible dans l'UE28 depuis juillet 2009. Eurostat estime qu'en novembre 2015, 22,159 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,924 millions dans la zone euro. Par rapport à octobre 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 179 000 dans l'UE28 et de 130 000 dans la zone euro. Comparé à novembre 2014, le chômage a baissé de 2,146 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,573 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en novembre 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,5 %), en République tchèque (4,6 %) ainsi qu'à Malte (5,1 %), et les plus élevés en Grèce (24,6 % en septembre 2015) et en Espagne (21,4 %).

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2015-1851 du 29 décembre 2015 authentifiant les chiffres des populations de métropole, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031740347&categorieLien=id>

Décret n° 2015-1854 du 30 décembre 2015 relatif aux modalités de communication par la Banque de France de données relatives à la situation financière des entreprises aux organismes d'assurance et aux sociétés de gestion et aux obligations de déclaration de ces entités.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031740363&categorieLien=id>

Décret n° 2015-1775 du 24 décembre 2015 fixant la régularisation des attributions du Département de Mayotte au fonds intercommunal de péréquation de l'année 2013.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031692733&dateTexte=&categorieLien=id>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Panorama de l'activité bancaire dans les DCOM en 2014

L'Institut d'émission des départements d'Outre-mer (IEDOM) a publié une étude sur le système bancaire dans les cinq départements (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte) et les trois collectivités d'outre-mer (Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin) qui constituent son périmètre d'intervention. Ce panorama retrace l'organisation, l'activité et les performances des banques en 2014.

Le système bancaire local des DCOM est composé de 39 établissements de crédit à fin 2014. C'est à La Réunion et à la Guadeloupe que le paysage bancaire est le plus dense avec la présence respectivement de 23 et 21 enseignes. Le secteur bancaire local génère un Produit net bancaire (PNB) de plus de 1,4 milliard d'euros en 2014 et emploie 6 462 personnes dans les DFA et dans l'océan Indien. Il occupe un rôle central dans le développement de l'économie des DCOM à travers les financements accordés aux agents économiques, dont l'encours total s'établit à 36,5 milliards d'euros à fin 2014.

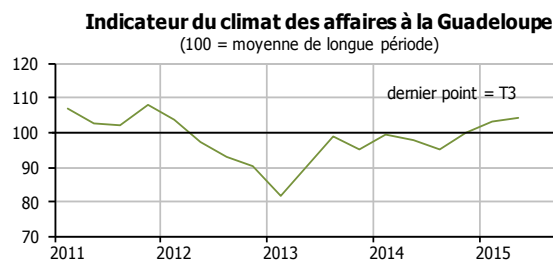
Par ailleurs, si le maillage du territoire reste contrasté selon les géographies, le niveau de bancarisation des DCOM progresse. Néanmoins, le système bancaire local est caractérisé par la taille réduite du marché, le poids des coûts de structure et un niveau élevé de sinistralité dans un environnement économique en demi-teinte. Des changements structurels sont opérés sur les places bancaires ultramarines afin de permettre une amélioration de la rentabilité des activités et une optimisation de l'organisation des établissements de crédit.

Cette note est téléchargeable librement sur le site : <http://www.iedom.fr/>

3^e trimestre 2015 : Une activité moins dynamique mais des anticipations positives

L'indicateur du climat des affaires (ICA) poursuit sa progression pour le troisième trimestre consécutif mais à un rythme plus ralenti (+1,3 point après +3,4 points au trimestre précédent). À 104,6 points, il demeure au-dessus de sa moyenne de longue période et est à son plus haut niveau depuis juin 2012.

L'amélioration de l'ICA tient essentiellement aux anticipations positives des chefs d'entreprise sur le trimestre à venir. Avec la perspective d'augmenter leur activité au quatrième trimestre, la plupart des chefs d'entreprises interrogés à fin septembre revoient à la hausse leur décision d'investir à un an. Concernant le marché du travail, une petite éclaircie est observée avec un nombre de demandeurs d'emploi en recul. Cependant, la consommation des ménages stagne ayant un impact négatif sur les échanges extérieurs et le secteur du commerce. Dans la plupart des secteurs, l'activité est en recul.



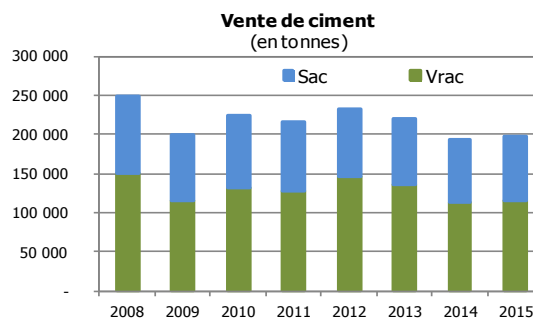
Source : Enquête de conjoncture IEDOM

L'IEDOM Guadeloupe a publié la note « Tendances conjoncturelles » relative au 3^e trimestre 2015. Cette note est téléchargeable librement sur le site : <http://www.iedom.fr/>

Légère hausse des ventes de ciment en 2015

En cumul sur l'année 2015, les ventes de ciment en Guadeloupe (hors Îles du Nord) s'élèvent à 196 968 tonnes, en hausse de 1,4 % sur un an après par une année 2014 marquée par une forte baisse. Elles restent légèrement en dessous du volume des ventes observé pendant la crise de 2009 (198 748 tonnes).

Dans le détail, les ventes en vrac, généralement destinées aux grands chantiers, affichent une hausse de 1,1 % et les ventes en sac, communément dédiées à la construction privée, augmentent de 1,8 %.



Source : LAFARGE Ciments Antilles

La croissance démographique en Guadeloupe en 2013 : un équilibre précaire

Selon la dernière publication de l'Insee, au 1^{er} janvier 2013, 402 119 habitants résident en Guadeloupe. Sur les cinq dernières années, l'accroissement annuel est quasi nul (+0,02 %). Les départs tendent à être plus nombreux que les arrivées et annulent l'excédent naturel. Ces flux d'entrées et de sorties ont également des conséquences sur la structure de la population. Le vieillissement de la population s'accélère tandis que le déséquilibre entre les hommes et les femmes s'accroît.

Source : <http://www.insee.fr>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Retour des touristes nord-américains

Selon les professionnels du secteur du tourisme, le marché nord-américain (États-Unis et Canada) s'oriente à la hausse à fin 2015 offrant des perspectives prometteuse pour la haute saison touristique. Le vol inaugural de la compagnie Norwegian Airlines en provenance de Boston aux États-Unis a atterri le 4 décembre à l'aéroport Pôle Caraïbes. Depuis cette date, trois vols par semaine sont programmés depuis New York, Baltimore/Washington et Boston vers la Guadeloupe. La compagnie Air Canada présente à l'aéroport Pôle Caraïbes depuis 40 ans renforce ses rotations, ajoutant un 3^e vol hebdomadaire.

Géothermie : rachat de la centrale par la firme Ormat Technologies

Le 7 décembre 2015, 85 % du capital de la centrale géothermique de Bouillante a été acquise par la firme américaine Ormat Technologies, leader mondial du secteur. Ce rachat fait suite à l'arrêté du 1^{er} décembre 2015, de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, autorisant la société Géothermie Bouillante à exploiter une installation de production d'électricité d'origine géothermique. Unité de production unique dans la Caraïbe, elle est appelée à accompagner la transition énergétique engagée en Guadeloupe. Le triplement des capacités de production proposé par Ormat permettra aussi de contribuer à l'objectif d'autonomie énergétique des Outre-mer.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Signature du Contrat de Ville de Saint-Martin

Après un an de travail, le Contrat de Ville de Saint-Martin a été signé le 14 décembre 2015 par la Présidente de la Collectivité, la préfète et 11 partenaires. Ce contrat traduit la nouvelle politique que souhaite mener l'État avec la Collectivité, les institutions et différents opérateurs, bailleurs sociaux et associations qui disposent de 5 années pour les mettre en œuvre. Elle s'articule autour de cinq thématiques : l'habitat, l'environnement et le cadre de vie, la santé, la réussite scolaire, la sécurité et la prévention de la délinquance, la formation et le développement économique.

Saint-Barthélemy : la caisse locale de Sécurité sociale en charge également du RSI

Le gouvernement a fait adopter un amendement prévoyant la gestion du Régime Social des Indépendants (RSI) à Saint-Barthélemy par la future caisse locale de Sécurité sociale. Cet amendement a été inclus au projet de loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2016, adopté au parlement le 30 novembre dernier.

Saint-Barthélemy : baisse effective de la dotation globale de compensation

Comme annoncé par le président François Hollande lors de son passage à Saint-Barthélemy, les sommes dues par la Collectivité au titre de la Dotation globale de compensation (DGC) sont divisées par deux. Ce compromis a été inscrit dans l'article 11 bis de la loi de finances 2016, par amendement du gouvernement le 17 décembre 2015. Pour rappel, en 2014, la provision constituée au titre de la DCG s'élevait à 17 millions d'euros.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe France entière	Novembre	2015	129,6 127,7	0,5 % -0,2 %	0,4 % 0,0 %	
Demandeurs d'emploi (Source : Deccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Novembre	2015	57 350	-0,2 %	0,2 %	
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Novembre	2015	190,4 2 286,0	- -	-8,5 % -10,4 %	
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Novembre	2015	301	-19,1 %	-11,5 %	
Vulnérabilité des ménages (Source : Jedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Novembre	2015	18 202 462	-9,1 % -35,6 %	-7,2 % 20,3 %	

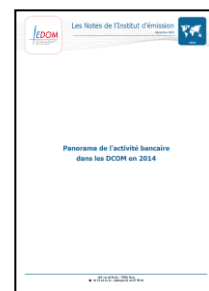
INDICATEURS SECTORIELS						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (entrées + sorties, hors transit)		Novembre	2015	131 911 1 811 779	0,7 % -	0,4 % 1,8 %	
Trafic maritime (Source : Guadeloupe Port Caraïbe)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Novembre	2015	268 679 57 371	0,4 % -2,6 %	7,7 % 10,4 %	
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Décembre	2015	2 897 17 317	37,3 % -	20,6 % 6,9 %	
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Décembre	2015	15 907 196 968	8,5 % -	5,8 % 1,4 %	

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Panorama de l'activité bancaire dans les DCOM en 2014 »

Cette étude concerne l'activité et les performances d'un échantillon d'établissements de crédit des départements et collectivités d'outre-mer (DCOM) dont la monnaie est l'euro. En 2014, l'environnement économique dégradé continue de peser sur le niveau d'activité des banques même si leurs performances demeurent globalement satisfaisantes. Toutefois, les tendances sont divergentes entre les zones océan Indien (Réunion, Mayotte) et DFA (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon). En effet, le Produit net bancaire (PNB) de la zone Océan-Indien progresse après deux années de dégradation alors que celui de la zone DFA recule de 0,2%. En Guyane, le PNB s'élève à 81,1 millions d'euros en 2014, soit une hausse de 2,5 % par rapport à 2013.

Cette publication de l'Iedom est disponible gratuitement sur le site www.iedom.fr



BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Carburants

L'arrêté préfectoral établi, à compter du 1^{er} janvier 2016, le prix de vente au détail pour le gazole à 1,22 €/litre (-2 centimes) et à 1,49 €/litre pour l'essence (+5 centimes). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 19,82 € contre 19,22 € en décembre, soit une hausse de 60 centimes.

Prix à la consommation

En novembre 2015, les prix à la consommation des ménages en Guyane sont en léger recul de 0,4 % (après -0,2 % pour le mois précédent). Cette baisse trouve son origine principalement dans celle des produits d'alimentation (-1,6 %), en raison d'un retrait sensible sur le poste des produits frais (-8,1 %). Sur un an, l'inflation est en léger recul (-0,3 %). Les prix des produits de l'alimentation, des produits manufacturés et de l'énergie ont reculé (respectivement de -0,3 %, -1,2 % et de -6,2 %) alors que ceux des services ont augmenté (+1,1 %). En glissement annuel, l'inflation en Guyane se situe à un niveau inférieur aux valeurs constatées en Guadeloupe (+0,4 %), à la Réunion (+0,0 %) et pour la France hexagonale (+0,0 %). En revanche, l'inflation est supérieure à celle observée à la Martinique (-0,8 %).

Ventes de véhicules

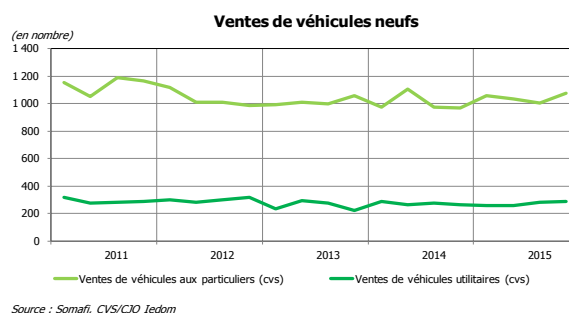
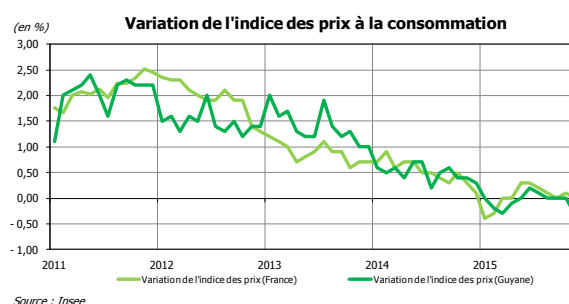
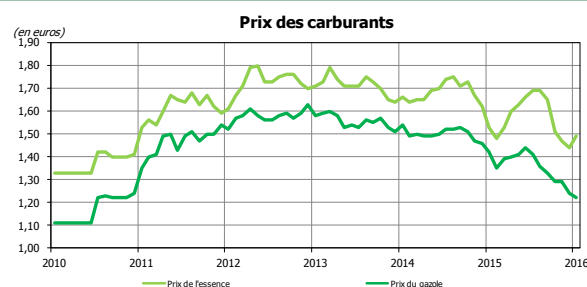
En 2015, le marché automobile a enregistré la vente de 6 849 véhicules, soit une augmentation de 4,2 %. Après un recul en 2014, les ventes de véhicules neufs aux particuliers progressent à nouveau favorablement en 2015, avec 4 178 véhicules vendus, soit une hausse de 3,5 %. Les ventes de véhicules d'occasion connaissent également une sensible hausse, avec 1 589 véhicules vendus, soit +10,2 %. En revanche, les ventes de véhicules neufs utilitaires sont en repli, avec 1 082 véhicules, soit -1,1 % par rapport à l'année précédente (+6,6 % en 2014).

Population

Les chiffres de la population légale au premier janvier 2013, publiés par l'Insee, comptabilisent 244 118 habitants, un chiffre en progression de 1,8 % par rapport à 2012. Entre 2008 et 2013 la Guyane a vu sa population s'accroître de 25 000 habitants (+11,3 %) soit un rythme annuel moyen de +2,2 %. Lorsque l'on examine la nouvelle répartition de la population, on s'aperçoit que les communes de l'ouest demeurent les plus dynamiques du territoire, en particulier la commune de Saint-Laurent du Maroni. En revanche, la commune de Cayenne voit sa population diminuer au profit de ses communes limitrophes (Macouria, Matoury, Rémire-Montjoly, Montsinery-Tonnegrande).

Spatial

Le 17 décembre 2015 a eu lieu le 12^e et dernier lancement de l'année depuis le Centre spatial guyanais (CSG), établissant un record opérationnel pour Arianespace. Le lanceur Soyuz, pour son treizième lancement et troisième de l'année 2015 depuis le CSG, a mis en orbite avec succès deux nouveaux satellites de la constellation GALILEO dans le cadre d'un contrat avec l'Agence Spatiale Européenne (ESA). Cette mise en orbite, effectuée dans le cadre de la mise en place d'un système mondial de navigation par satellites entièrement européen, porte le nombre de satellites à 12 sur un total de 30. La constellation pourra entrer partiellement en fonctionnement et ainsi fournir ses premiers services d'ici la fin de l'année 2016.



Le 5 janvier 2016, lors de la présentation des résultats de l'année écoulée, le PDG d'Arianespace, Stéphane Israël, a dévoilé un chiffre d'affaires de 1,4 milliard d'euros pour l'exercice 2015. L'opérateur européen a également enregistré un montant record de commandes avec l'équivalent de 33 lancements, portant le carnet de commandes à un niveau jamais atteint de 2,5 milliards d'euros.

Le 23 novembre 2015, la société Blue Origin du milliardaire et fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, a réussi l'exploit de ramener son lanceur New Shepard sur terre après un vol orbital d'une altitude de 100 km. Un mois plus tard le 21 décembre, la société Space X, du milliardaire Elon Musk, a également réalisé l'exploit de faire atterrir son lanceur Falcon 9 après un vol à 200 km d'altitude ayant permis la mise en orbite de 12 satellites de taille réduite. Airbus Defense & Space travaille également sur les lanceurs réutilisables, avec un prototype ADELIN (Advanced Expendable Launcher with Innovative engine Economy) qui pourra être opérationnel à l'horizon 2025 – 2030.

ACTUALITES RÉGIONALES

Brésil

Dans son rapport du 4 janvier 2016, le Ministère brésilien de l'industrie et du commerce extérieur a présenté les chiffres du commerce extérieur pour l'année 2015. Pour cet exercice, le Brésil a vu son excédent commercial s'établir à 19,6 Mds USD soit le plus haut niveau atteint depuis 2011. Cependant, cette performance est à nuancer car ces effets sont liés d'une part, à la baisse sensible des importations en 2015 (-24,3 % par rapport à 2014), et d'autre part, à une contraction dans une moindre mesure de ses exportations (-14,1 % par rapport à 2014), résultant notamment d'un ralentissement de la croissance mondiale. En 2016, l'excédent commercial du Brésil devrait se situer entre 33 et 35 Mds USD, en raison d'une part, de la progression des parts de marché à l'export pour les produits manufacturés consécutive à la faiblesse du réal, et d'autre part, de la nouvelle contraction de la consommation domestique en produits importés.

Selon l'Institut brésilien de la statistique (IBGE), l'indice des prix progresse de +11,52 % en 2015, un taux qui n'avait plus été atteint depuis 2004 (+11,02 %). Cette nette augmentation des prix résulte principalement d'une hausse des prix des produits de l'alimentation (13 %), des transports (+13,2 %) et du logement (+14,5 %). Sur le court terme, l'inflation devrait demeurer au-dessus de 10 % en glissement annuel grâce aux synergies issues du réajustement budgétaire et de l'inflation importée (faiblesse du réal).

Prévision économiques Amérique Latine

La Banque Mondiale a présenté le 6 janvier 2016 ses projections économiques pour l'année en cours. Selon leurs estimations, le Panama bénéficierait de la croissance la plus forte de la région avec +6,2 % en 2016. D'autres pays devraient connaître une importante croissance comme la République dominicaine (+4,6 %), la Dominique (+4,0 %), le Guyana (+3,8 %) ou la Bolivie (+3,5 %). En revanche, l'Equateur et le Venezuela pourraient voir leur économie fragilisée avec des taux de croissance estimés respectivement à -2,0 % et -4,8 %. Après une récession de 0,9 %, la région Amérique Latine et Caraïbes dans son ensemble devrait connaître une croissance nulle en 2016. La zone Caraïbe atteindrait pour sa part +3,1 % de croissance.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↓	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Nov-15 127,3	-0,47%	-0,3 %	Insee
		↑	Prix administré du litre d'essence	Janv-16 1,49	[3,5%]	[-2,6%]	Préfecture/Dieccte
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↓	Demandeurs d'emploi (DEPM A)	Nov-15 23 235	-1,3%	[3,6%]	Pôle emploi
		↓	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Déc-15 18 935	[-3,9%]	[9,0%]	Caf
		↑	Prestations nettes versées (1)	Déc-15 11,9 M€	[0,5%]	[23,3%]	Caf
	CONSUMMATION	↑	Importations de biens de consommation (BC) (2)	Nov-15 16,0 M€	1,4%	22,8%	Douanes
		↓	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Cumul 161,1 M€		2,7%	
		↓		Déc-15 440	-8,1%	4,3%	Somafi
	INVESTISSEMENT	↓	Importations de biens d'équipement (BE) (2)	Cumul 4 178		-3,7%	
		↑	Ventes de véhicules utilitaires	Nov-15 30,7 M€	-0,9%	-11,4%	Douanes
↑			Cumul 348,6 M€		-9,3%		
COMMERCE EXTERIEUR	↑	Exportations (2)	Déc-15 171	5,9%	20,1%	Somafi	
	↑	Importations (2)	Nov-15 21,2 M€	81,3%	70,8%	Douanes	
	↑		Cumul 128,9 M€		-24,0%		
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL	↑	Tirs effectués	Cumul à Déc-15 12 tirs (6 Ariane 5, 3 Soyouz, 3 Vega)		11 tirs à Déc-14	Arianespace
		↑	Satellites lancés	Cumul à Déc-15 21 satellites		22 satellites et 1 ATV*	
	BTP	↑	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Déc-15 6 674 tonnes	4,0%	2,9%	Ciments guyanais
		↑		Cumul 76 230 tonnes		-11,7%	
	INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en volume (2)	Nov-15 158 kilos	290,4%	27,6%	Douanes
		↑	Exportations d'or en valeur (2)	Nov-15 4,8 M€	218,4%	-5,5%	Douanes
		↓	Cours de l'once d'or	Cumul 34,2 M€		-1,2%	
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Exportations de crevettes (2)	Déc-15 1 068,29 \$	-1,7%	-11,1%	London Bullion Market Assoc./AFD
		↓	Exportations de poissons (2)	Nov-15 7 tonnes	-32,0%	-62,2%	Douanes
	TOURISME	↑	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Cumul 453 085		3,3%	CCIRG
↑			Déc-15 40 902	2,3%	1,7%		

[Données non CVS]

*ATV pour Automated Transport Vehicle (Véhicule Automatisé de Transport), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisibles pendant 2 ans.

ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Emission fiduciaire en 2015 : baisse du nombre de billets, progression des pièces

En 2015, en Martinique, l'IEDOM a émis 62,7 millions de billets et en a retiré 61,9 millions de la circulation, toutes coupures confondues. L'émission nette de billets, à 811 884 unités (contre 1,4 million en 2014), passe ainsi sous la barre du million et accuse une baisse de 43,9 % en volume. En valeur, elle représente 37,2 millions d'euros, soit 41,8 % de moins qu'en 2014.

Pour autant, l'émission nette de billets, cumulée depuis la mise en place de l'euro au 1^{er} janvier 2002, augmente de 3,4 % en volume et de 3,8 % en valeur (contre respectivement +6,4 % et 7,0 % en 2014). Le nombre total de billets en circulation au 31 décembre 2015 (hors prise en compte des entrées et des sorties fiduciaires à l'occasion des mouvements de voyageurs) s'élève ainsi à 24,8 millions, pour une valeur de 1,01 milliard d'euros. Parmi ces billets, la coupure de 50 euros est prédominante ; elle représente 55,3 % du volume des billets et 67,6 % de leur valeur.

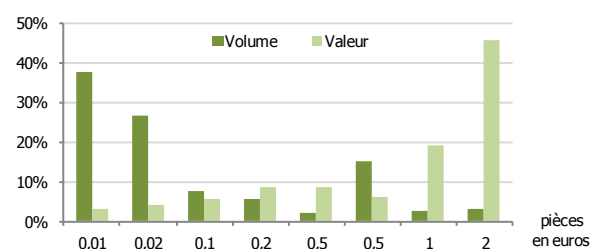
S'agissant des pièces, l'émission nette s'est élevée en 2015 à 12,8 millions d'unités, soit, en volume, 5 % de plus que l'année précédente. En valeur, l'émission nette est de 1,7 million d'euros (+35,3 % par rapport à 2014). Ainsi, le nombre de pièces en circulation à la Martinique (hors mouvements liés aux voyageurs) est porté à 219,7 millions représentant la valeur de 28,8 millions d'euros, soit une progression de 6,2 % en volume et de 6,4 % en valeur. Parmi elles, les pièces rouges, de faible valeur faciale (1, 2 et 5 centimes), constituent 79,4 % du volume de pièces, mais ne représentent que 12,8 % de leur valeur.

Emission, retraits et circulation de billets libellés

	2014	2015	15/14	
En nombre (millions)	Billets délivrés	64,0	62,7	-2,0%
	Billets retirés	62,6	61,9	-1,1%
	Emission nette	1,4	0,8	-43,9%
	Circulation en fin d'année	24,0	24,8	3,4%
En valeur (millions euros)	Billets délivrés	1828,7	1784,1	-2,4%
	Billets retirés	1764,7	1746,9	-1,0%
	Emission nette	64,0	37,2	-41,8%
Circulation en fin d'année	976,3	1013,5	3,8%	

Source : IEDOM

Répartition des pièces en circulation* en Martinique au 31 décembre 2015



* Hors entrées et sorties de billets à l'occasion des mouvements de voyageurs
Source : IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Mise en place de la Collectivité Territoriale « Unique » de Martinique

En décembre 2015, les Martiniquais ont élu les premiers conseillers de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM). Pour mémoire, la mise en place de la CTM avait été actée lors du référendum du 24 janvier 2010 à l'occasion duquel 68,3 % des votants étaient favorables au projet. Cette nouvelle institution, régie par l'article 73 de la Constitution, exercera désormais, de manière unique, les compétences qui étaient auparavant dévolues distinctement au Conseil régional et au Conseil général. Elle a pour mission de promouvoir le développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de la Martinique, l'aménagement de son territoire, la préservation de son identité et la coopération régionale, en collaboration avec les communes et l'Etat.

La CTM est constituée de trois principaux organes :

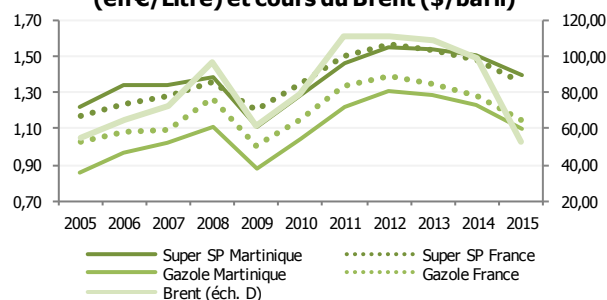
- un organe délibérant : l'*Assemblée* de la Martinique, composée de 51 membres (les Conseillers Territoriaux), avec à sa tête un Président. Elle a pour fonction de voter les décisions relatives à ses domaines de compétences en matière de gestion publique et d'exercer un contrôle du Conseil Exécutif de la Martinique ;
- un organe exécutif : le *Conseil Exécutif* de la Martinique, composé de 9 membres, avec à sa tête le Président de l'exécutif assisté de 8 conseillers exécutifs. Il dirige l'action de la Collectivité Territoriale de la Martinique dans ses différents domaines de compétence ;
- un organe consultatif : le *Conseil Economique, Social, Environnemental, de la Culture et de l'Education* qui assiste l'Assemblée de la Martinique et le Conseil Exécutif dans l'exercice de leurs missions.

Prix des carburants : la baisse s'accroît en 2015

La baisse des prix des carburants à la Martinique, amorcée dès 2013, s'est significativement accentuée en 2015. Les prix, fixés par arrêtés préfectoraux, ont suivi l'évolution des cours internationaux du pétrole. Le cours du baril de Brent, de mer du Nord, d'où proviennent les importations martiniquaises, a diminué de moitié, passant de 98,97 USD, en moyenne en 2014, à 52,32 USD en 2015. Cette baisse est la conséquence d'un ralentissement de l'activité économique mondiale, marqué notamment par un repli de l'activité chinoise (qui pèse sur la demande) et une augmentation de la production de pétrole en Amérique du Nord (qui contribue à alimenter l'offre).

Ainsi, malgré la dépréciation de l'euro par rapport au dollar (-10,1 % entre le 31/12/2014 et le 31/12/2015,) la moyenne annuelle du prix de super sans plomb est de 1,40 €/litre en 2015, en repli de 11 centimes (-7,7 %) par rapport à 2014. La baisse est plus prononcée pour le gazole dont le prix moyen sur l'année est tombé à 1,10 €/litre en 2015, soit une baisse de 10,6 % en glissement annuel.

Moyenne annuelle des prix des carburants (en €/Litre) et cours du Brent (\$/baril)

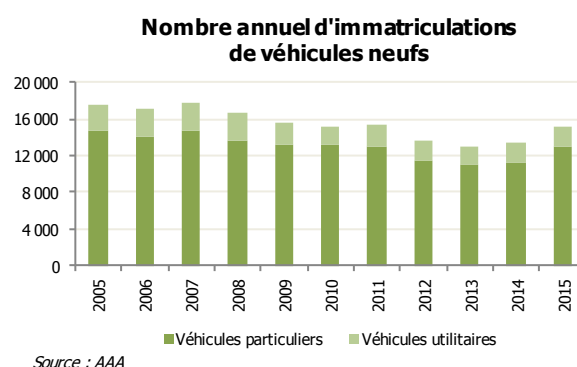


Sources : Direccte, Ministère de l'économie, Bloomberg

Le commerce automobile carbure en 2015

On compte 15 214 immatriculations de véhicules neufs en Martinique en 2015, soit un rebond de 14 % par rapport à 2014. Cette progression concerne autant les véhicules utilitaires neufs (VUN) (+12,9 % avec 2 156 immatriculations) que les véhicules particuliers (VPN) (+14,2 % pour 12 930 immatriculations).

Le ralentissement de la diésélisation du parc automobile se poursuit. Les moteurs diesel ne représentent plus que 42 % des véhicules particuliers neufs vendus en 2015, soit 8,2 points de moins qu'en 2014. Par ailleurs, la part de marché des constructeurs français sur les ventes de VPN à la Martinique recule à 38,7 % (-1,2 point sur un an).



ACTUALITÉS RÉGIONALES

Caraïbes : des prévisions de croissance pour 2015 et 2016 en léger repli

Le Fonds Monétaire Internationale (FMI), dans ses perspectives économiques, [disponibles sur son site internet](#), table sur un léger repli de la croissance dans la Caraïbe. Les prévisions restent néanmoins très favorables, notamment en comparaison avec le ralentissement que connaît actuellement la plupart des pays émergents.

Parmi ces économies caribéennes, le FMI distingue celles plutôt tournées vers l'exportation que vers le tourisme : le Belize, le Guyana, le Suriname ainsi que Trinidad et Tobago. Dans ces pays exportateurs de produits pétroliers, minerais et produits alimentaires non transformés, les exportations, pénalisées par la baisse des prix internationaux des matières premières, ont été moins rentables en 2015. Le FMI estime ainsi que la croissance du PIB sera moins élevée en 2015, de l'ordre de 2 % en moyenne après +2,5 % en 2014. La remontée progressive des cours des matières premières devrait néanmoins porter de nouveau la croissance à +2,5 % en 2016.

Pour les économies davantage tournées vers le tourisme (importatrices), après +2,4 % en 2014, la croissance du PIB s'établirait en moyenne à 2,3 % en 2015 et 2016. La baisse généralisée des prix des matières premières a permis de réduire le coût des importations et, pour les ménages, de gagner en pouvoir d'achat. Par ailleurs, grâce au renforcement de l'économie américaine (dont la prévision de croissance du PIB est de +2,6 % en 2015), les pays de la Caraïbe ont accueilli davantage de touristes en provenance des Etats-Unis. Cependant, la progression est ralentie par l'essor du tourisme à Cuba qui accroît la concurrence régionale. En outre, la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, sous l'effet du resserrement de la politique monétaire de la FED, rend les investissements dans la Caraïbe relativement moins rentables qu'auparavant, par rapport aux actifs américains, et pourrait également limiter les perspectives de croissance.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- décembre 2015	130,3	0,5 %	-0,5 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- novembre 2015	44 328	-1,5 %	-0,9 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- septembre 2015	22 997	+1,5 %	+12,8 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés <i>Données non consolidées</i>	- octobre 2015	43 172	-0,1 %	+2,7 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- octobre 2015	217,6	+6,9 %	+2,3 %
	Hors produits pétroliers	- octobre 2015	188,1	+16,8 %	+0,1 %
	Exportations (millions d'euros)	- octobre 2015	34,2	-2,1 %	-34,3 %
	Hors produits pétroliers	- octobre 2015	16,9	-16,3 %	-8,1 %
Grande distribution (source : DIECCTE)	Taux de couverture mensuel	- octobre 2015	15,7 %		-1,4 pt
	Hors produits pétroliers	- octobre 2015	9 %		-3,6 pts
Indicateurs de vulnérabilité (source : IEDOM)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- novembre 2015 - cumul annuel	45,8 509,9	-0,1 %	-3,2 % -0,7 %
	Personnes physiques en interdiction bancaire	- décembre 2015	15 408	-1,7 %	-2,3 %
	Personnes morales en interdiction bancaire	- décembre 2015	2 392	-1,4 %	-0,8 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : SAMAC)	Nombre de passagers (hors transit)	- novembre 2015	110 817	+1,9 %	+6,0 %
		- cumul annuel	1 471 100		-0,5 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- octobre 2015	31 286	nd	nd
		- cumul annuel	224 205		+62,9 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- décembre 2015	13 250	0,4 %	-0,7 %
		- cumul annuel	179 936		-1,6 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- décembre 2015	2 438	+53,1 %	+6,8 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- décembre 2015	331	+68,9 %	+31,9 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		15 086		+14,0 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Panorama de l'activité bancaire dans les départements et collectivités d'outre-mer

L'IEDOM publie une note sur l'activité et les performances d'un échantillon de banques des départements et collectivités d'outre-mer dont la monnaie est l'euro.

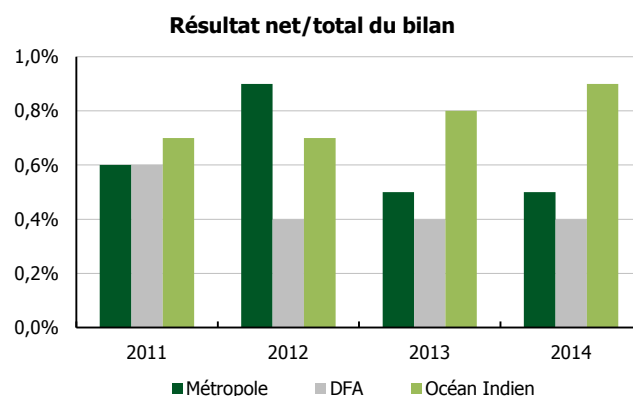
En 2014, le nombre d'acteurs bancaires reste stable dans l'océan Indien (La Réunion et Mayotte) dominé par les cinq principaux groupes bancaires nationaux. L'année a toutefois été marquée par des mouvements de restructuration des banques et le lancement de plans de transformation, traduisant la nécessité d'optimiser leur organisation. Les effectifs des établissements de crédit locaux diminuent (-1,4 % à La Réunion) et le niveau d'équipement bancaire s'améliore. Le nombre de comptes et de cartes bancaires continue de croître.

Les performances des banques de l'océan Indien demeurent satisfaisantes. Leur total de bilan est en diminution (-2,7 %), pour la deuxième année consécutive, en raison de la réduction de la taille de leur portefeuille de prêts. La collecte des dépôts reste orientée à la hausse et permet au besoin de refinancement de se réduire.

Le taux de créances douteuses des banques de l'océan Indien diminue d'un point pour la première fois. Leur solidité financière continue de s'améliorer et se maintient à un niveau de fonds propres confortable (13,3 %).

Les banques de l'océan Indien enregistrent une reprise de leur rentabilité avec un PNB en progression de 2,6 %, après deux années de recul. Le coefficient net d'exploitation s'améliore et le coût du risque diminue significativement. Avec un résultat net en hausse de 5,6 %, la marge nette de ces banques augmente et se maintient à un niveau supérieur à celui des banques de l'échantillon métropolitain (respectivement 22,9 % et 16,5 %).

L'étude est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).



Coût du crédit aux entreprises à La Réunion au second trimestre 2015

Entre avril et juillet 2015, les taux moyens des crédits octroyés aux entreprises réunionnaises continuent d'enregistrer des évolutions contrastées. Les conditions débitrices des banques se sont inscrites en baisse sur le trimestre pour l'escompte. Inversement, le coût des découverts et des crédits à moyen et long termes affiche une hausse. Les autres crédits à court terme restent stables. A noter que des taux atypiques ont été relevés en juillet, notamment pour les découverts.

Une partie de l'écart avec les taux appliqués en France métropolitaine s'explique par des effets de structure, notamment pour les découverts, l'escompte et les crédits à moyen et long termes. Le tissu d'entreprises à La Réunion est en effet composé majoritairement de TPE et PME indépendantes, qui ne bénéficient pas des mêmes conditions d'accès au crédit que les grandes entreprises.

La publication est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

		Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	130,5	+0,6 %	0,5 %
	IPC France entière	128,0	+0,2 %	+0,2 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	28 041	-4,5 %	+1,2 %
	Cumul (milliers d'euros)	311 868	-	+2,3 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	415,5	-1,6 %	+5,2 %
	Cumul (millions d'euros)	4 257,5	-	-0,1 %
	Exportations (millions d'euros)	33,1	+46,3 %	+15,7 %
	Cumul (millions d'euros)	252,4	-	+2,7 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	134 610	-1,7 %	-0,2 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Décembre 2015	210 731	+26,7 %	+1,6 %
	Cumul	Cumul Décembre	2 136 893	-	+3,6 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	3 ^e trimestre 2015	241 000	+3,7 %	+13,4 %
	Cumul	Cumul septembre	700 700	-	+9,6 %
Construction (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Novembre 2015	20 443	-	-4,3 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Novembre 2015	300,7	-	-0,8 %
	Effectifs salariés du BTP	Novembre 2015	16 811	-0,4 %	+6,5 %

La prime d'activité remplace le RSA activité et la prime pour l'emploi

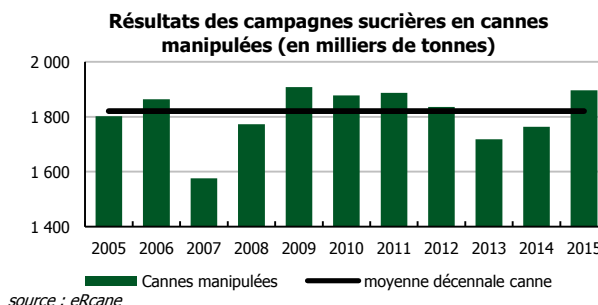
Depuis le 1^{er} janvier 2016, la prime d'activité succède à la prime pour l'emploi (PPE ; attribuée par les services des impôts) et au RSA activité (versé par la CAF). La création de cette nouvelle prestation est inscrite dans la loi relative au dialogue social et à l'emploi et vise à soutenir l'activité et le pouvoir d'achat des travailleurs gagnant moins de 1 500 euros par mois (pour un célibataire). Elle peut être attribuée aux étudiants, ainsi qu'aux apprentis qui perçoivent un salaire mensuel de 893 euros net minimum durant au moins trois mois. Son montant est calculé en fonction de la composition et des ressources du foyer. Le RSA socle, destiné aux plus de 25 ans sans activité, n'est pas affecté par cette réforme.

A La Réunion, 82 913 foyers bénéficient de la PPE, pour un montant total versé de 38,7 millions d'euros (DGFIP, 2011). En décembre 2014, le RSA activité a été versé à 17 879 foyers, pour un montant cumulé sur l'année de 80,9 millions d'euros.

Hausse du volume de cannes manipulées lors de la campagne 2015

La campagne cannière 2015 s'inscrit à nouveau en hausse par rapport à celle de 2014. Les volumes de cannes manipulées augmentent de 7,5 %, après +2,7 % en 2014. Le tonnage de canne en 2015 dépasse la moyenne décennale (+4,8 %). En revanche, la richesse saccharine diminue, passant de 13,91 % en 2014 à 13,28 % en 2015.

Les deux usines sucrières enregistrent des résultats en progression. Les volumes de cannes manipulées à l'usine de Bois Rouge progressent de 5,7 % et ceux à l'usine du Gol de 9,4 %.



Deux chômeurs sur trois cherchent un emploi depuis plus d'un an : Enquête emploi 2014

A La Réunion, les chômeurs de longue durée, c'est-à-dire à la recherche d'un emploi depuis au moins un an, constituent les deux tiers des chômeurs (contre 43 % en France métropolitaine). Ceux à la recherche d'un emploi depuis au moins deux ans représentent près de la moitié des chômeurs de l'île, soit deux fois plus qu'en métropole. Le chômage à La Réunion, tout en étant plus élevé qu'en métropole, dure également plus longtemps : 2 ans et 3 mois en moyenne contre 1 an et 2 mois en France métropolitaine.

Beaucoup moins affectés par le chômage, les seniors y restent toutefois plus longtemps que les jeunes. La durée du chômage est réduite pour une qualification élevée ou une expérience déjà acquise d'au moins six mois consécutifs. Les chômeurs ayant exercé dans les secteurs des services à la personne restent moins longtemps au chômage ainsi que les ouvriers qualifiés dans le transport et l'entreposage.

Cette étude est disponible sur le site de [l'Insee](http://Insee).

Les comportements alimentaires des Réunionnais

L'alimentation pèse 18 % dans le budget des ménages réunionnais en 2011 (16 % en France métropolitaine) et cette part diminue avec le revenu. Les achats sont majoritairement réalisés dans les grandes surfaces (79 % pour La Réunion). La part des achats effectués en magasins spécialisés est moins importante qu'en métropole, à l'exception des fruits et légumes et des achats faits en pharmacie (aliments pour jeunes enfants et produits diététiques). Selon l'étude, l'alimentation des Réunionnais est marquée par un excès de consommation de riz et d'huile et une sous consommation de fruits et légumes. Ces comportements alimentaires entraînent un risque d'obésité et de diabète.

L'étude est disponible sur le site de [la Daaf](http://laDaaf).

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

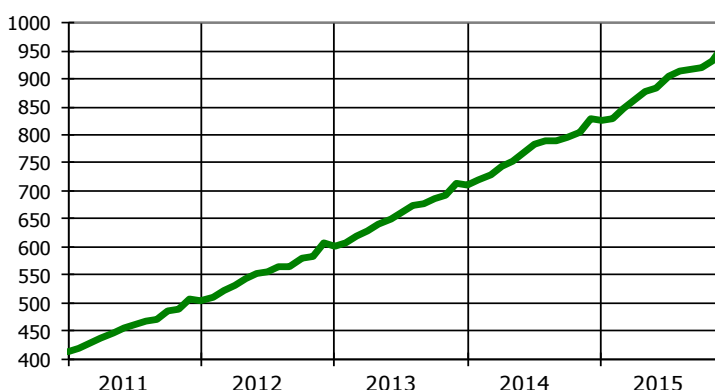
Les émissions nettes cumulées de billets

En décembre 2015, les émissions nettes cumulées de billets ont augmenté de 26,0 millions d'euros, après une hausse de 11,1 millions le mois précédent. Elles s'établissent à 957,9 millions d'euros, soit une progression annuelle de 15,5%.

Le nombre de billets émis en décembre (709 000) est constitué à 69,3 % par la coupure de 50 € (qui représente 63,8 % de la valeur globale de l'émission nette de billets).

La hausse de l'émission nette ayant été plus marquée en nombre qu'en valeur, la valeur moyenne du « billet circulant » dans l'île s'est donc dépréciée de 74 centimes pour s'établir à 54,30 € au 31 décembre 2015.

Émissions nettes cumulées de billets (en millions d'euros)



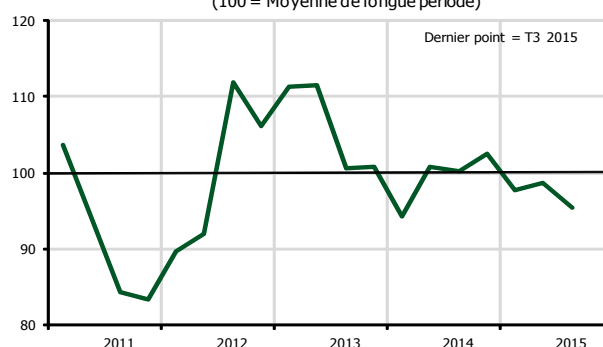
Source : IEDOM

Tendances conjoncturelles du troisième trimestre 2015 : le climat des affaires se dégrade

L'IEDOM Mayotte a publié les tendances conjoncturelles pour le troisième trimestre 2015. Après plusieurs trimestres d'hésitation et d'attente, le climat des affaires se dégrade. L'Indicateur du climat des affaires (ICA) perd 3,2 points par rapport au deuxième trimestre et s'établit à 95,5 points. Il reste ainsi en dessous de sa moyenne de longue période pour le troisième trimestre consécutif. Conformément aux anticipations des chefs d'entreprise, les réalisations du troisième trimestre expliquent entièrement cette dégradation (contribution de -3,9 points à l'ICA). Les entrepreneurs portent notamment une opinion défavorable sur l'activité, la trésorerie et l'évolution des effectifs. La composante future, quant à elle, est positive (+0,7 point).

[Les tendances conjoncturelles du troisième trimestre 2015 sont disponibles sur le site de l'IEDOM.](#)

Indicateur du climat des affaires à Mayotte
(100 = Moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Forte hausse du taux de chômage en 2015

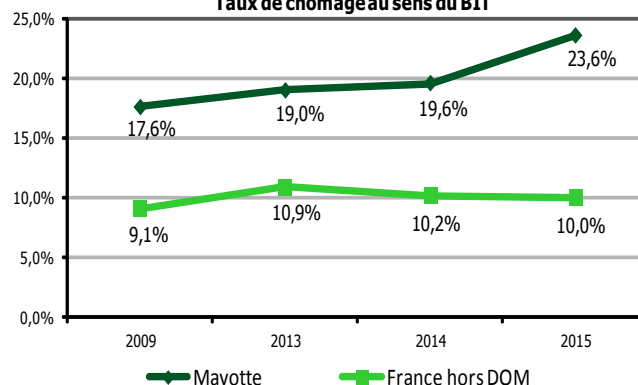
L'INSEE a publié les résultats de l'enquête emploi menée au deuxième trimestre 2015, permettant ainsi d'actualiser le taux de chômage. Ce dernier augmente fortement pour s'établir à 23,6 % (+3,9 points par rapport à 2014). Il se rapproche ainsi du niveau des autres DOM. Au deuxième trimestre 2015, 13 900 personnes se déclarent au chômage à Mayotte au sens du Bureau international du travail (BIT), soit 3 500 chômeurs supplémentaires en un an.

Cette forte croissance s'explique essentiellement par une formalisation progressive du marché de l'emploi à Mayotte. En effet, de plus en plus de Mahorais se portent sur le marché. Ainsi, le halo autour du chômage (personnes souhaitant travailler mais non considérées comme chômeurs au sens du BIT) diminue (25 400 personnes dans le halo, soit 2 300 de moins qu'en 2014). Au final, si l'on additionne les chômeurs comptabilisés au sens du BIT aux personnes composant le halo, le nombre de personnes souhaitant travailler demeure stable sur un an.

L'emploi continue de progresser et enregistre une augmentation de 2 500 personnes sur un an.

[Pour de plus amples informations, consulter la note N°23 – Décembre 2015 sur le site de l'INSEE.](#)

Taux de chômage au sens du BIT



Source : INSEE

Augmentation du Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG)

La commission consultative du travail s'est réunie le 15 décembre sur l'évolution du SMIG. Ainsi, au 1^{er} janvier 2016, le SMIG horaire brut à Mayotte est porté à 7,30 €, contre 7,26 € en 2015, soit une augmentation de 0,6 %. Le SMIG net, sur la base de 39 heures hebdomadaires, s'élève désormais à 1 141,30 €. Comme annoncé par le Gouvernement en 2011, la valeur nette du SMIG à Mayotte après cotisations est désormais équivalente à celle du SMIC net versé en Métropole quand bien même les valeurs brutes restent différentes.

Création des intercommunalités à Mayotte

Après la création en janvier 2015 de la communauté de communes de Petite-terre, qui regroupe les communes de Dzaoudzi-Labattoir et Pamandzi, de nouvelles intercommunalités ont vu le jour au mois de décembre 2015 pour toutes les communes de la Grande-terre. L'arrêté préfectoral portant création de la communauté d'agglomération de Mamoudzou-Dembéni et des trois communautés de communes du nord, du sud et du centre-ouest a été publié le 31 décembre 2015. Les dix-sept communes de Mayotte sont ainsi organisées en cinq nouvelles entités administratives qui reprennent une partie des compétences des communes. Pour le fonctionnement de ces nouvelles structures, chaque commune s'est engagée à transférer, avec les compétences, le personnel, le matériel et les locaux. Sur le plan financier, les intercommunalités qui disposent de leur propre fiscalité, auront les mêmes compétences que les communes pour voter les taux d'imposition et percevoir les recettes des quatre taxes directes locales (taxe foncière sur le bâti et le non bâti, taxe d'habitation et la cotisation économique territoriale). Leur financement proviendra donc de la mise en place de la fiscalité locale et des dotations de l'État.

Création de l'Agence de développement économique et de l'innovation (ADIM)

En partenariat avec plusieurs acteurs économiques de l'île, le Conseil départemental a paraphé la convention constitutive de l'ADIM sous la forme d'un Groupement d'intérêt public. La structure aura pour mission principale l'accompagnement à la création et le développement des entreprises ainsi que le renforcement de l'attractivité du territoire. Elle sera également chargée d'assurer la synergie des projets économiques du Département de Mayotte.

Vote du Programme opérationnel (PO) du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP)

Le PO national du FEAMP pour la période 2014-2020 a été approuvé par la Commission européenne, permettant ainsi de débloquer l'enveloppe de trois millions d'euros attribuée à Mayotte sur la période. À Mayotte, ces fonds seront particulièrement concentrés sur les investissements dans le secteur de l'aquaculture (un peu moins de 30,0 %, contre 15,0 % en moyenne dans les régions françaises). Dans le détail, le Département percevra 500 000 euros pour l'aide à la création d'entreprise pour les jeunes pêcheurs, 85 000 euros pour l'efficacité énergétique et l'atténuation du changement climatique (motorisation des embarcations), 610 000 euros pour le port de pêche, les sites de débarquements, halles de criée et abris, 850 000 euros pour les investissements productifs en aquaculture, 240 000 euros pour les mesures de commercialisation, afin de promouvoir la qualité des produits, 260 000 euros pour les mesures de traçabilité des produits, 500 000 euros pour la filière de transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	déc.-15	117,9	0,1%	-0,3%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	sept.-15	11 900	2,8%	27,6%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles sept.-15	39 644	-1,7%	7,7%
	(hors hydrocarbures)	cumulées sept.-15	359 394	-	1,9%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles sept.-15	1 297	169,4%	1,8%
		cumulées sept.-15	6 493	-	14,9%
	Taux de couverture	mensuel sept.-15	3,27%	2,08 pt	-0,19 pt
	cumulé sept.-15	1,81%	0,18 pt	0,20 pt	

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels oct.-15	534	30,6%	14,6%	
		cumulés oct.-15	4 431	-	-3,9%	
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels oct.-15	25 515	8,3%	0,0%	
		cumulés oct.-15	255 464	-	1,2%	
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels oct.-15	17,5	-22,2%	-60,4%	
		cumulés oct.-15	270,1	-	-9,1%	
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles sept.-15	9 695	1862,5%	296,0%	
		cumulées sept.-15	61 528	-	8,1%	
Électricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)	sept.-15	41 514	0,2%	2,9%	
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée sept.-15	213 665	-	3,3%	
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle sept.-15	10 719	7,7%	2,1%	
		cumulée sept.-15	94 703	-	5,5%	
Automobile (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles sept.-15	259	-4,1%	-3,0%	
		cumulées sept.-15	1 979	-	-0,1%	
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels sept.-15	641	3,9%	-31,1%	
		cumulées sept.-15	4 885	-	-30,9%	
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles sept.-15	1,6	-21,5%	14,7%	
		cumulées sept.-15	15,4	-	56,1%	
	- en milliers euros	mensuelles sept.-15	14,6	-21,4%	3,3%	
		cumulées sept.-15	149,9	-	42,6%	

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publications récentes de l'IEDOM



✓ L'IEDOM a publié ses « Tendances conjoncturelles ». L'activité économique de l'archipel reste dans l'ensemble favorablement orientée au troisième trimestre malgré certains signes de tassement.

Retrouvez l'intégralité des publications de l'IEDOM sur le site : <http://www.iedom.fr/saint-pierre-et-miquelon/>

Vous pouvez également vous abonner (gratuitement) aux publications dans la rubrique : Abonnement aux publications (<http://www.iedom.fr/saint-pierre-et-miquelon/abonnement-aux-publications-188/>).

Le surendettement des ménages dans les DOM, enquête typologique 2014

L'IEDOM, qui assure le secrétariat des commissions de surendettement dans sa zone d'intervention, publie une étude analysant le profil des ménages surendettés dans les départements d'outre-mer. Cette étude a pour objet d'analyser le profil socio-démographique et professionnel, le niveau et la structure des ressources, ainsi que les caractéristiques de l'endettement des ménages en situation de surendettement dans les seuls DOM.

L'ensemble de l'étude est disponible pour chaque DOM sur le site internet de l'IEDOM.

Exposition/Conférence sur le changement climatique à Miquelon

L'IEDOM, représentant l'Agence Française de Développement, a présenté vendredi 27 novembre 2015 à Miquelon l'exposition photographique « 60 SOLUTIONS face au changement climatique », un mois après son inauguration à Saint-Pierre sous la Présidence de Madame Annick GIRARDIN, Secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie. Basée sur 21 clichés de Yann Arthus-Bertrand, issue de sa célèbre série « La Terre vue du ciel », l'exposition présentait des initiatives concrètes de lutte contre le changement climatique dans quatre secteurs : la ville, l'agriculture, la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique.

Mise en circulation du nouveau billet de 20 euros

Après les billets de 5 et 10 euros, l'IEDOM met en circulation depuis le 25 novembre 2015 le nouveau billet de 20 euros de la série « Europe ». Ces billets sont rendus plus sûrs grâce au perfectionnement des signes de sécurité intégrés qui garantissent une meilleure protection contre la contrefaçon.

Les nouveaux billets coexisteront tout d'abord avec ceux de la première série. Ceux-ci seront ensuite retirés peu à peu de la circulation avant de cesser d'avoir cours légal à titre définitif, à une date qui sera communiquée bien à l'avance. Ils conserveront néanmoins leur valeur sans limite de temps et pourront être échangés aux guichets de l'IEDOM, de la Banque de France et dans les banques centrales nationales de l'Eurosystème.

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Français et Canadiens réunis pour la coopération régionale

La 17^e commission mixte de coopération régionale s'est tenue à Saint-Pierre les 24 et 25 novembre 2015. Les discussions ont notamment porté sur les moyens à mettre en œuvre pour rendre les terres agricoles de Miquelon-Langlade plus fertiles, afin d'augmenter la productivité des fourrages. Cela se traduit par la mise en place de protocoles d'expérimentation d'enrichissement des sols en amendements organiques et par la lutte contre l'acidification des sols. L'objectif des acteurs de la filière est de renforcer la qualité et la quantité de la production fourragère pour parvenir à l'autonomie de cette dernière.

Tenue de l'Observatoire de la commande publique

L'Observatoire de la commande publique, qui a pour objectif d'améliorer la visibilité relative à la commande publique et aux projets d'infrastructures, a tenu sa deuxième réunion le 27 novembre 2015, au cours de laquelle furent présentées les prévisions de réalisation des travaux publics et du bâtiment à fin 2015 ainsi que la réforme du droit des marchés publics. Cette dernière, qui devrait entrer en vigueur au printemps prochain, doit entre autre permettre un accès facilité des petites entreprises aux marchés publics.

Baisse du prix des hydrocarbures à Saint-Pierre-et-Miquelon

En raison de niveau durablement bas du cours du pétrole de baril « Brent », la Préfecture a décidé de diminuer le prix des carburants (hors essence). Cette mesure, qui permet de pratiquer sur l'archipel des prix comparables à ceux qui prévalent dans les provinces maritimes canadiennes, devrait être en vigueur au moins jusqu'au printemps prochain selon la Préfecture.

Retraites : le régime de l'archipel bientôt aligné sur le régime général

Le projet de loi, en date du 13 janvier 2016, prévoit le rapprochement du régime local d'assurance vieillesse de Saint-Pierre-et-Miquelon vers le régime général de la Sécurité Sociale, l'alignement total du régime local sur le régime général ne devant pas être effectif avant 2032. Le projet de loi prévoit en outre de mettre en place un financement pérenne de la prise en charge pour la retraite des périodes de chômage saisonnier, pour les salariés de certains secteurs d'activité.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

La croissance du PIB canadien rebondit

Après avoir diminué au cours du premier semestre de l'année, le produit intérieur brut (PIB) réel a progressé de 2,3 % au 3^e trimestre, tiré par le commerce extérieur. La croissance du PIB réel au cours des trois premiers trimestres de l'année atteint ainsi 1,5 %. Cependant, l'évolution est plus contrastée pour les mois de septembre et octobre, le PIB réel s'inscrivant en baisse (-0,5 %). Cette baisse est principalement attribuable au secteur pétrolier et minier dont la production a reculé de 5,1 % en septembre.

Malgré la faiblesse des résultats de septembre et d'octobre, la croissance du PIB réel en 2015 devrait avoisiner 1,2 %.

(Source : Banque de Développement du Canada)

Légère progression de l'euro par rapport au dollar canadien

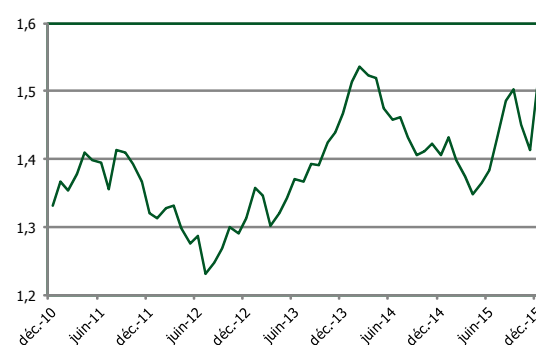
Après un 3^e trimestre au cours duquel la monnaie unique s'était appréciée nettement relativement au dollar canadien, l'évolution est plus mesurée au 4^e trimestre, bien que toujours positive (+0,55 %).

En glissement annuel l'appréciation est plus marquée (+7,49 %), grâce à l'évolution favorable enregistrée au 3^e trimestre.

Le taux de change s'établit ainsi à 1,5116 CAD/EUR au 31 décembre 2015 contre 1,5034 CAD/EUR au 30 septembre.

L'appréciation relative de l'euro par rapport au dollar canadien s'explique en partie par l'impact négatif qu'a l'évolution du cours du baril de pétrole brut sur la balance commerciale canadienne. Ce dernier s'inscrit encore une fois en recul au cours du 4^e trimestre (le cours passant de 48,5 USD au 30 septembre à 36,7 USD au 30 décembre).

Taux de change du dollar canadien pour un euro



Source: banque-France.fr

PRINCIPAUX INDICATEURS

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation trimestrielle	Variation annuelle
Prix (Source : Préfecture)	Indice des prix à la consommation Base 100 en 1998	sept-15	-	+0,1%	+1,6%
Emploi (Source : DCSTEP)	Nombre de demandeurs d'emploi (catégories A et B)	sept-15	210	-26,1%	+4,5%
	Nombre de demandeurs d'emploi (toutes catégories)	sept-15	337	-19,2%	+3,4%
RSA (Source : CPS)	Nombre de bénéficiaires	fin octobre-15	42	5,0%	+10,5%
	Nombre de personnes à charge	fin octobre-15	74	7,2%	4,2%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (milliers d'euros)	sept-15	15 901	-29,3%	-37,7%
	Exportations (milliers d'euros)	sept-15	67	-78,0%	-89,2%
	Déficit commercial (milliers d'euros)	sept-15	-15 834	-28,6%	-36,4%
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	Variation trimestrielle	Variation annuelle
Pêche Artisanale (Source : Pôle Maritime)	Débarquements (en tonnes)	sept-15	495	+32,4%	+56,2%
	Débarquements (en tonnes)	sept-15	0	ns	ns
Trafic aéroportuaire (Source : Aviation civile)	Nombre de passagers (arrivées + départs)	sept-15	9 941	+6,8%	-7,0%
	Mouvements d'avions	sept-15	758	-1,4%	-4,2%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	sept-15	47	-11,3%	+11,9%

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	-0,30%	09/12/2015

Taux d'intérêt légal 1er semestre 2016 - JORF du 27/12/2015

Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :	4,54%	0,75%	0,75%	1,25%	2,00%	0,50%
Autres cas :	1,01%				<i>* hors prime d'Etat</i>	

Taux d'interet fin de mois - EONIA

Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
-0,1220%	-0,1290%	-0,1270%	-0,1270%	-0,2050%	-0,1310%	-0,0400%	0,0600%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

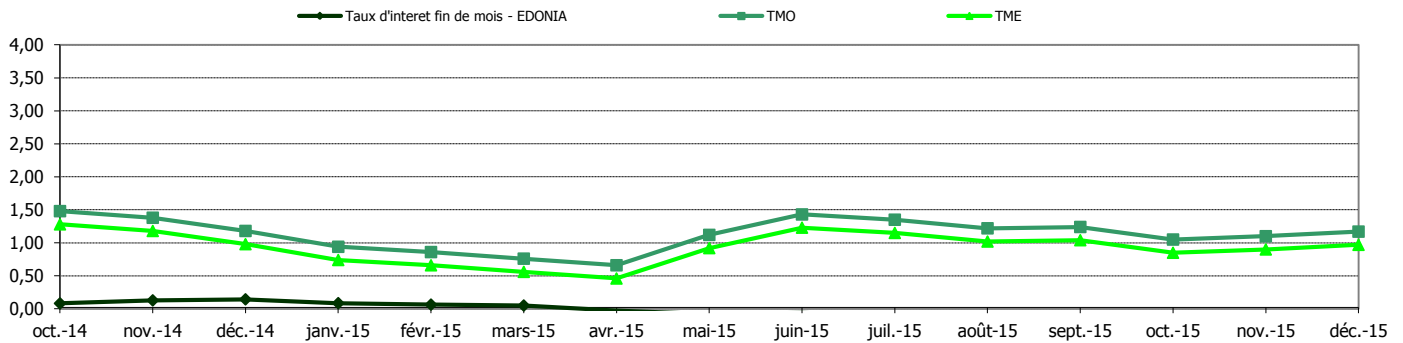
Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1,04%	0,85%	0,90%	0,97%	1,24%	1,05%	1,10%	1,17%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} janvier 2016)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	3,96%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,27%
Prêts à taux variable	3,64%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,83%
Prêts-relais	4,25%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,36%
Autres prêts		Découverts en compte	13,43%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	19,99%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,56%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	13,25%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	7,61%	Découverts en compte	13,43%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

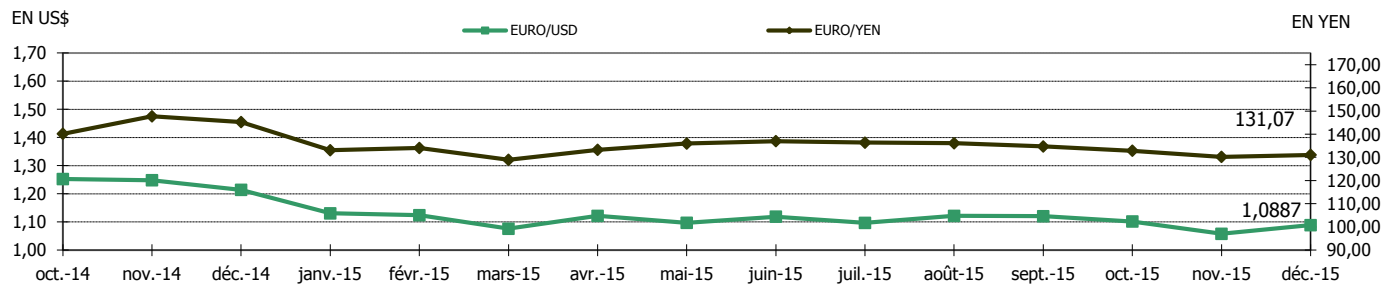
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,0887	EURO/ZAR (Afrique du sud)	16,9530	EURO/SRD (Surinam)	4,3432
EURO/JPY (Japon)	131,0700	EURO/BWP (Botswana)	12,1846	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	1,9437
EURO/CAD (Canada)	1,5116	EURO/SCR (Seychelles)	14,3622	EURO/DOP (Rép. Dom.)	49,4333
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7339	EURO/MUR (Maurice)	38,9278	EURO/BBD (La Barbade)	2,1715
EURO/SGD (Singapour)	1,5417	EURO/BRL (Brésil)	<i>nd</i>	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	6,9717
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,4376	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,8318	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3491,4557	EURO/XCD (Dominique)	2,9316	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : H. GONSARD

Editeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achévé en janvier 2016 - Dépôt légal : janvier 2016 - ISSN 2427-9781 (en ligne)